



# L'empreinte sociale

Un nouveau concept de soutenabilité appliqué aux entreprises?

## D'ABORD PAPA ET MAMAN

Avant d'aborder le concept d'empreinte sociale, jusqu'ici peu répandu, et pour cause, il est avantageux d'examiner d'où il vient, chercher son papa et sa maman. On s'apercevra rapidement qu'il descend en droite ligne du concept d'empreinte écologique, il en est pour ainsi dire le jumeau. Là, on se meut en terrain connu. On ne compte plus les journaux, ni les publicités commerciales qui font de l'empreinte écologique leur beurre. Et c'est logique. Le concept est d'une exquise et attrayante simplicité. Grâce à lui, du moins sur papier et par quelques savants calculs, chacun peut savoir de quel poids il pèse, par ses modes de consommation et ses habitudes de vie, sur les ressources naturelles de la Terre. C'est l'idée que, par chacun de nos gestes, il nous est donné de "sauver" un petit peu la "planète", ou de la détruire davantage. La montée en puissance des partis écologistes et de la responsabilisation individuelle du consommateur sont passés par là. Tout un discours s'est ainsi développé autour de la préservation de la planète et l'empreinte écologique, en tant qu'indicateur de cet effort individuel, en est l'expression la plus sexy<sup>1</sup>. Rappelons en quoi consiste l'indicateur.

## PREMIER POST-IT

A l'instar des PIB "alternatifs", dans le courant desquels elle s'inscrit, l'empreinte écologique est un indicateur de type économique qui se propose de mesurer autre chose que des valeurs monétaires. Tout simple, on l'a dit. Sont mises en relation, d'une part, la capacité biologique globale de la terre exprimée en hectares par tête d'habitant et, d'autre part, la "consommation" réelle qu'en fait la population mondiale pour couvrir ses besoins. Le résultat n'est pas rassurant. Alors que la capacité biologique globale est de 2,1 hectares par habitant, la consommation moyenne en était, déjà au milieu des années nonante, de 2,7 hectares<sup>2</sup>. Fermons provisoirement la parenthèse. Car avant de continuer, l'indicateur que voilà invite à chercher quelle en est la filiation et, donc de remonter d'un deuxième cran dans le temps.

## PUIS PAPY ET MAMIE

Ce n'est pas tombé du ciel. C'est en 1990 que Mathis Wackernagel, étudiant à l'université de Colombie-Britannique au Canada, débute, encadré par William Rees, professeur d'économie spécialiste de l'environnement, une thèse de doctorat portant sur une méthode d'évaluation de l'impact de l'homme sur l'environnement. En 1992, W. Rees écrit un article intitulé "Ecological Footprints and appropriated carrying capacity: what urban economics leaves out". Le principe qui fonde la démarche postule que la science économique loupe le coche en éludant la question environnementale. Sa thèse achevée, Wackernagel va publier un livre avec Rees qui sera traduit en 1999 sous le titre: Notre empreinte écologique<sup>3</sup>. Le succès

de ce nouvel indicateur sera assuré, entre autres par sa vulgarisation par le "Global Footprint Network" (un think-tank basé aux USA, dont Wackernagel est le président), mais aussi par son adoption par des organisations internationales comme le World Wildlife Fund qui, depuis la même année, 1999, publie un rapport reprenant le calcul annuel de l'empreinte écologique à l'échelle planétaire - auquel Mathis Wackernagel contribue. Soit dit en passant, le concept ne sera pas exempt de critiques et, par exemple, Jean-Paul Ledant, de l'Institut pour un Développement Durable en soulignera les imperfections: "prise globalement l'empreinte écologique nous indique peu de choses qui soient convaincantes ou ne soient connues par ailleurs"<sup>4</sup>. Fin du portrait-robot.

## RETOUR AU BÉBÉ SOCIAL

Le décor est planté. Un mouvement s'est dessiné pour donner au développement durable un indicateur universel susceptible de quantifier l'impact des activités humaines sur l'environnement. Et pas n'importe quel indicateur, un indicateur à la portée de tous. Sur Internet, il y a foisonnement de sites où chacun est invité à calculer sa propre empreinte - ou celle d'un service, d'un bien de consommation. On a là, en germe, la solution miracle aux problèmes de "traçabilité" des marchandises. On le sait, les étiquettes, de plus en plus, permettent non seulement de connaître les composants (ingrédients) plus ou moins écologiques d'un produit, leur qualité sanitaire et/ou alimentaire, voire même leur origine, le lieu de production. En germe: d'aucuns rêvent en effet le plus sérieusement au monde à l'avènement de systèmes d'information électroniques susceptibles de livrer à tout instant la carte d'identité intégrale des produits mis sur le marché sur n'importe quel ordinateur n'importe où<sup>5</sup>. On en est loin. Ajouter à cela que les consommateurs n'ont jusqu'à présent que très peu d'informations sur le contenu "social" des marchandises, c'est-à-dire sur les conditions de travail qui, tout au long des chaînes de production qui bien souvent couvrent le monde entier, ont précédé - et permis - leur mise en rayon. On voit tout de suite l'enchaînement: si, grâce à l'empreinte écologique, nous pouvons accomplir des gestes qui "sauvent" la planète, ne serait-il pas logique et judicieux de disposer aussi, sur le même moule, d'une empreinte sociale grâce à laquelle, par nos gestes (nos achats), nous pourrions améliorer la condition humaine mondiale? Aux Etats-Unis, c'est chose faite.

## MADE IN USA

L'indicateur d'empreinte sociale ("social footprint" en anglais) prend naissance dans un contexte fort similaire à celui de son parent écologique. Il est élaboré par Mark McElroy lors de sa thèse de doctorat à l'université de Groningen, intitulée: "Empreintes sociales. La mesure de la performance de soutenabilité sociale dans les organisations". Comme dans le cas de Wackernagel, l'idée va faire des petits. McElroy se destine au management et est à bonne école pour veiller sur ses propres intérêts. En 2004, alors qu'il est encore plongé

# L'empreinte sociale

Un nouveau concept de soutenabilité appliqué aux entreprises?

dans la rédaction de sa thèse aux Pays-Bas, il fonde le CSI, "Center for Sustainable Innovation" (Centre pour l'innovation soutenable), une organisation dont il présidera le conseil d'administration et qui se présente comme vouée à l'amélioration des performances durables de la gestion des entreprises. Cela reste très états-unien et très business. McElroy n'est pas seulement président-fondateur du CSI, il est aussi consultant auprès de Deloitte Consulting.

## DEUXIÈME POST-IT

Peut-on parler de "traçabilité sociale" chez McElroy? Sa méthode est construite comme une approche quantitative où la durabilité s'exprime, à l'instar de l'empreinte écologique, en termes de quotients relatifs à des standards de performance. La mesure, quant à elle, est fondée sur le principe de la responsabilité individuelle et collective et conceptuellement conçue comme... une mesure des effets sur "l'anthro-capital", une notion qui, voisine de celle, très idéologique, de capital humain, invite à la plus grande prudence. Comment se fait ici concrètement le calcul<sup>9</sup>? Petit exemple: mettons une certaine communauté qui a besoin de 10 millions de dollars par an pour satisfaire l'éducation primaire de ses enfants. 10 millions, c'est le dénominateur. Les résidents de la communauté ne disposent cependant que de 8 millions de dollars par an pour cette dépense. 8 millions, c'est le numérateur. On divise et cela donne le résultat peu encourageant de 0,8. Car tout résultat inférieur à 1 est mathématiquement donné comme "insoutenable". Le grand défaut de cette comptabilité est qu'elle n'est que comptable. Elle quantifie du qualitatif. En plus, elle y met un prix. En dollars, toujours des dollars. Pas très alternatif...

## L'EMPREINTE SOCIALE, IL Y A NOEUD

Comme Samir Amin l'a bien mis en exergue, le grand mérite de l'empreinte écologique est de ne rien exprimer en dollars. Ni en dollars, ni en euros, ni en francs CFA. Elle s'exprime non en valeurs monétaires et marchandes, mais en valeurs d'usage et, partant, démontre que "la valeur d'usage sociale peut faire l'objet de calculs parfaitement rationnels" – preuve que Amin, économiste de gauche, juge à juste titre décisive dans la mesure où "le socialisme est défini en termes de société fondée sur la valeur d'usage et non la valeur marchande"<sup>7</sup>. Transposer cette approche pour construire un indicateur à même de populariser correctement le concept d'empreinte sociale risque d'être aussi malaisé que dessiner un cercle carré. Difficile, mais pas impossible. On peut, par exemple, dans tel pays ou dans telle multinationale, partir du nombre d'heures totales travaillées à plein temps par semaine. Sachant que la durée hebdomadaire idéale pour permettre la régénération biologique et spirituelle d'un travailleur est de 35, voire 32 heures, il suffit d'ensuite diviser pour vérifier s'il y a empreinte sociale soutenable. Le chantier est ouvert.

## CONTRÔLE DES PRÉSENCES

Pour terminer le tour d'horizon, il peut être intéressant, le concept d'empreinte sociale restant balbutiant, de jeter un coup d'œil sur les acteurs qui s'en préoccupent. Ils demeurent largement cantonnés dans les sphères de l'écologie et de la décroissance. Le Bureau européen de l'environnement (BEE) l'utilisait comme une de ses revendications en matière de stratégie européenne pour le développement durable<sup>8</sup>. Plus près d'ici, le projet d'établir des indicateurs de "société durable" de type empreinte sociale sera évoqué lors d'une journée de réflexion organisée en septembre 2009 par Inter-Environnement Wallonie, et comme une piste prometteuse: "L'empreinte écologique est reconnue, mais n'a pas d'équivalent social. Il serait intéressant de travailler ensemble pour développer ce genre de concept, puis de lobbyer pour imposer un étiquetage"<sup>9</sup>. A bon entendeur... Le secteur privé n'est pas en reste, à preuve l'enquête menée en 2008 auprès de 250 entreprises par IBM sur le thème "L'empreinte sociétale de l'entreprise, clé d'une croissance durable"<sup>10</sup>. Pour le reste, dans le champ académique<sup>11</sup> et syndical, le concept n'apparaît encore que de manière allusive et périphérique. Par exemple, pour regretter que le PIB classique n'en souffle mot, chez l'économiste Jean-Marie Harribey<sup>12</sup>. La page reste pour ainsi dire blanche. Libre à chacun de la noircir.

## NOTES & REFERENCES

1. Elle fait depuis 2009 l'objet d'une monographie mi-militante, mi-pédagogique dans la collection de vulgarisation économique Repères: A. Boutaud et N. Gondran, "L'empreinte écologique".
2. Samir Amin, "Le Sud face à l'impérialisme contemporain: les réponses efficaces, Pambazuka News, n°125, 29 novembre 2009.
3. Publié aux Éditions Écosociété, il sera également traduit en chinois, allemand, hongrois, italien, japonais, espagnol et letton.
4. Dans une analyse de 2005: <http://users.skynet.be/idd/documents/divers/empreinte.pdf>
5. Thèse développée par Daniel Goleman, "Ecological Intelligence: Knowing the hidden impacts of what we buy", Broadway Books/Random House, USA, 2009.
6. <http://www.sustainableinnovation.org/the-social-footprint.html>.
7. Samir Amin, analyse déjà citée.
8. [http://www.eeb.org/activities/sustainable\\_development/EU-SDS-french-april27.pdf](http://www.eeb.org/activities/sustainable_development/EU-SDS-french-april27.pdf)
9. [www.iewonline.be/IMG/pdf/RI\\_SDu\\_jd\\_091005\\_PV\\_Jade.pdf](http://www.iewonline.be/IMG/pdf/RI_SDu_jd_091005_PV_Jade.pdf)
10. <http://www-935.ibm.com/services/fr/index.wss/ibvstudy/igs/n1628972?cntxt=a1003226>
11. Sinon, de manière timide, dans les écoles de management, cfr. N. Crutzen et D. Caillie/November 07/N°200711/04; Le pilotage et la mesure de l'empreinte sociétale de l'entreprise grâce à la Balanced ScoreCard: entre adaptation et évolution radicale du modèle de Kaplan et Norton.
12. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/04/16/!%E2%80%99empreinte-ecologique-ne-remplacera-pas-le-pib-elle-indiquera-si-celui-ci-est-soutenable-ou-non/>